

LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français

ABONNEMENTS :

Trois mois 1 fr. 50 ; Six mois 3 fr. ; Un an 6 fr.
Étranger : Un an 8 fr.
10 centimes le numéro.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

AU SIÈGE DU CONSEIL NATIONAL

PARIS. — 5, rue Rodier. — PARIS

ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ : RENÉ CHAUVIN

Les Annonces sont reçues

A la Société générale de Publicité
7, rue Drouot

BANQUET SOCIALISTE DU 24 FÉVRIER

Le 24 février prochain, aura lieu un grand banquet, organisé sous les auspices du Conseil National du Parti Ouvrier Français et présidé par le citoyen Jules Guesde.

Tous les élus du Parti seront présents. Des cartes sont à la disposition des militants, au siège social du Socialiste, 5, rue Rodier.

UNE INTERPELLATION

Après une longue attente, le prophète de l'antisémitisme est venu découvrir à la tribune de la Chambre le fond et le tréfond de sa religion, et un certain nombre de gens ont été étonnés du vide que recouvraient tant de phrases claquant au vent et une propagande qui fait voir rouge à la foule de certaines bourgades éloignées. Il est inutile de leur répéter que les socialistes, non seulement en cette dernière séance, mais depuis la naissance de l'avorton antisémite en France, en Allemagne, en Autriche, avaient refusé de le prendre au sérieux. Le public qui ondule de parade en parade ne voulait pas les croire.

On a reproché, M. Dupuy entre autres, à M. Edouard Drumont de méconnaître l'âme française et la Révolution de 1789, tandis que, si l'on peut lui reconnaître un mérite, c'est d'avoir senti, deviné, que notre société reposait sur un principe de lutte ; mais là où il y avait une lutte de classes, il n'a vu qu'un antagonisme de races, conception qui porte le millésime du treizième siècle au plus tard.

Dans son discours-programme se manifeste — et c'est le seul point qui nous intéresse — un vague désir de recoudre sa doctrine mal-taillée à la théorie socialiste. Mais l'on voit par les deux exemples qu'il choisit, combien il est loin de comprendre cette dernière.

C'est ainsi qu'il voit dans les exploits de M. Max Régis un fait connexe à la conquête des municipalités : « M. Dupuy, a-t-il dit, porte atteinte à ces libertés municipales dont les républicains de toutes les opinions réclamaient jadis, non seulement le maintien, mais l'extension. Je me souviens d'avoir lu des articles dans lesquels M. Jules Guesde, le brillant théoricien du Parti socialiste, invitait ses amis à la conquête des municipalités. Cette conquête serait bien inutile si les municipalités ne devaient plus avoir de pouvoirs, si l'on pouvait faire aux municipalités socialistes de Saint-Etienne, Lille ou Montluçon, ce qu'on a fait à la municipalité d'Alger sous prétexte qu'elle est antisémite ».

Nos amis du groupe socialiste ont fait remarquer au farouche apôtre de l'antisémitisme que le gouvernement ne s'est pas privé de ce malin plaisir, et que les persécutions supportées par M. Max Régis pâlisseraient et devant la chasse donnée par les nationalistes aux conseillers municipaux de Lille qui faisaient des conférences dans les campagnes, où l'on blessait, sous les yeux paternels des gendarmes, nos amis Ghesquière et Devernay — et devant la suspension du maire de Lille, Delory, coupable d'avoir reçu Liebknecht et Singer — et devant combien d'autres tentatives de la part du gouvernement de M. Barthou, alors ami des nationalistes ! Nos amis n'eurent pas alors la naïveté de se plaindre de l'atteinte ainsi portée aux libertés municipales, pas plus que lorsqu'on annulait, les unes après les autres, sous le gouvernement de M. Dupuy, les décisions prises

en faveur des pharmacies populaires ou des consultations légales, gratuites.

Il y avait à notre attitude une raison : c'est que, pour les socialistes, la conquête des municipalités n'est qu'un premier pas, un acheminement vers la prise de possession des pouvoirs publics. Si le gouvernement s'écriait, comme Odilon-Barrot jadis : « Ma légalité me tue ! » et supprimait les libertés municipales dans les communes conquises par le parti socialiste, celui-ci se contentait de constater le rôle anarchiste du pouvoir gouvernemental. Pour lui, les municipalités étaient une position conquise en face de l'ennemi ; celui-ci en voulant en déloger les socialistes s'amusait à la détruire, à la couvrir de boulets ; libre à lui !

Pour les antisémites à la Max Régis et à la Drumont au contraire, la prise de possession d'une municipalité comme celle d'Alger, est un but en soi, la satisfaction de tous leurs appétits, le déchaînement de leurs haines particulières ; ils ne voient pas plus loin. Ils ressemblent à ces hôteliers de villes d'eau qui aiment assez que l'on vienne s'amuser un peu bruyamment chez eux, à condition de ne pas effaroucher les locataires sérieux. Qu'on en juge par ce passage du discours du farouche révolutionnaire et patriote Drumont :

« Les étrangers riches, les malades, conquis par ce climat merveilleux, par cette lumière fluide (voir le Guide Confii) qui vous enveloppe doucement, avaient pris l'habitude de passer leur hiver en Algérie. Naturellement, ils s'abstiennent cette année ! »

Rassurez-vous, ô étrangers, ô bons Anglais (malgré Fashoda !), les émeutes des antisémites ne sont pas sérieuses ; il ne s'agit que de quelques plaisanteries un peu vives contre des juifs pauvres ; mais les hôteliers nationalistes ont le plus grand respect pour l'argent anglais. Revenez dans notre beau climat ; poitrinaires de tous les pays, rassurez-vous !

D'autre part, en faisant allusion à Fourmies, l'auteur de la *France juive* oublie-t-il qu'à côté du sous-préfet Isaac, il y a eu des officiers et des soldats chrétiens, les uns pour commander le feu, les autres pour tirer sur Maria Blondeau et les manifestants du 1^{er} Mai ? Combien y a-t-il de ces officiers qui souscrivent aujourd'hui dans les colonnes de la *Libre Parole* ?

Donc, toujours la même myopie, la même hésitation chez les leaders de l'antisémitisme qui croient que la question sociale sera résolue après l'auto-da-fé de quelques juifs, et que la lutte de race pourra être substituée à la lutte de classe !

BONNIER.

LA SEMAINE

Les trois interpellations relatives à l'antisémitisme algérien qui ont été développées vendredi dernier à la Chambre, n'ont pas eu seulement pour conséquence une flétrissure unanime et solennelle des républicains et lâches férocités qui déshonorent depuis trop longtemps le nom de la France dans notre colonie méditerranéenne. Elles ont marqué l'effondrement lamentable de ce pieux parti de pillage confessionnel et de massacre religieux, comme le néant de ses conceptions et l'indigence intellectuelle navrante de son créateur et de son chef. Le discours, longuement préparé, bruyamment annoncé, de M. Edouard Drumont est, à cet égard, décisif. On ne revient pas d'une telle chute dans le vide. Pas de doctrine, pas d'idée, à peine des expédients ; pas de constatation, pas de sincérité, à peine de la littérature sans tenue ni relief.

Si la débâcle n'avait pas été définitive, le langage odieux et ridicule de M. Firmin Faure l'aurait déterminée, mais ce comparse

ne pouvait rien ajouter à l'éclat de la déroute et de la banqueroute.

Un très beau et très documenté discours du citoyen Rouanet a fait hautainement justice de la méprisable équivoque antisémite. Il a très justement défini le rôle des juifs à travers les siècles, en montrant qu'ils étaient surtout les agents recherchés des rapines seigneuriales, ecclésiastiques et royales. Passant toujours, avec une merveilleuse souplesse, de l'état de douleur et de misère des persécutions à l'arrogance d'une race qui se croit privilégiée parce que près de deux mille années de supplices, d'humiliations, de mise hors la loi, de préjugés barbares n'ont pas amené sa disparition totale, ils apparaissent de même aujourd'hui, dans quelques pays d'Europe, les agents par excellence de la puissance capitaliste. Victimes ou serviteurs de toutes les oppressions, ils ne perdent leur caractère distinct que dans une humanité affranchie. A l'unification des intelligences et des consciences par l'assassinat, l'unique solution antisémite, nous opposons sans nous lasser l'unification par la solidarité de classe, de revendication et d'espérance, l'unification supérieure que réalisera nécessairement la société collectiviste.

A la fin de cette journée écrasante, les antisémites n'ont d'ailleurs pas eu le courage de se compter en votant contre l'ordre du jour qui formulait contre leurs prédications et leurs actes un blâme outrageant et justifié. Ils se sont abstenus, se réfugiant ainsi dans une suprême hypocrisie pour dissimuler leur honte.

Au cours de la discussion de la nouvelle convention commerciale franco-italienne à la Chambre, les nationalistes et antisémites Firmin Faure, Lazies, et le royaliste marquis de la Ferronnays ont rivalisé d'imbécile et haineux chauvinisme. Le député algérien, protégé de M. Drumont et complice de M. Max Régis, s'est montré tout particulièrement insultant pour le peuple italien qui n'est pas plus responsable de l'ignominie de ses Crispi, que le peuple français de l'infamie de ses Méline. Une protestation socialiste s'imposait. Elle a été formulée, avec autant d'autorité que de bonheur d'expression, par le citoyen Jourde. Je cite, d'après le texte même du *Journal officiel* :

Jourde. — Messieurs, j'ai une très courte déclaration à apporter à cette tribune au nom de mes amis, au nom du Parti socialiste, auquel j'ai l'honneur d'appartenir.

J'ai aussi une protestation à formuler, non seulement au nom de mes amis, mais, je crois pouvoir le dire, au nom de la démocratie de cette Chambre... (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

Marcel Sembat. — Le mot est heureux.

Jourde. — Contre des paroles que je considère comme fâcheuses, qui ont été apportées ici par notre collègue, M. Firmin Faure. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs à l'extrême gauche.)

Messieurs, en Italie, on a pu recueillir soit des paroles, soit des écrits intempérants. Je crois que l'Italie n'a pas le monopole de l'intempérance des écrits, ni de l'intempérance de langage... (Applaudissements sur les mêmes bancs.) En tous cas, je considère que, si des habitudes comme celle qui a pris naissance aujourd'hui pouvaient se continuer, nous pourrions rechercher vainement désormais autour de nous, dans le monde, des amis. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Des erreurs de politique ont certainement été commises par les gouvernements de l'Italie et de la France ; mais les peuples ne sauraient être rendus responsables des erreurs de ceux qui les gouvernent. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

J'ai, pour ma part, une foi très grande dans les sentiments fraternels que le peuple italien (nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs), professe pour le peuple français, comme je suis convaincu que la démocratie française professe en retour des sentiments également fraternels pour le peuple italien (applaudissements sur les mêmes bancs), et je suis heureux, messieurs, en apportant, avec mes amis, mon vote à la convention qui nous est soumise, de saluer du haut de cette tribune, au nom de notre démocratie française, la démocratie italienne. (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.)

L'élection de la huitième circonscription de Lille, où M. Mazurel, rejeté de la Chambre dans un haut-le-cœur de dégoût, vient de subir le plus humiliant des échecs, est une

démonstration éclatante — et superflue — de la violation effrontée du suffrage universel, au mois de Mai, sous le régime des flétris Méline et Barthou.

Grâce à la discipline, à l'esprit de solidarité républicaine des 3,903 camarades qui, au scrutin du 4 mai des élections générales, avaient affirmé l'intégrité des revendications prolétariennes sur le nom de notre ami Devraigne, M. Dron est élu au premier tour avec plus de quatorze cents voix de majorité.

La coalition patronale du Nord, dont M. Motte, si j'ose dire, est l'instigateur et la plus répugnante expression, ne se relèvera pas de cette défaite, et lorsque nos élus seront parvenus à assurer la liberté du vote, c'est tout le monde du travail de ce grand département, où notre doctrine a pénétré dans tous les cerveaux ouvriers, qui s'affranchira.

Le Congrès de la Fédération nationale des mineurs s'est réuni à la Bourse du travail de Saint-Etienne les 23, 24 et 25 décembre. Parmi les délégués : Basly, Lamendin, Evrard, pour le Pas-de-Calais ; Lauzet, pour l'Allier ; Calvignac, pour le Tarn ; Cotte, Rondet, Joubert, pour la Loire, etc.

Un télégramme de sympathie du Conseil national a été salué par de chaleureuses acclamations.

Il a été décidé que le siège du Conseil fédéral serait à Saint-Etienne pour l'exercice 1898-1899 et que le prochain Congrès se tiendrait à Denain, au mois de septembre.

Le Congrès s'est clos par une réunion publique où assistaient plus d'un millier de mineurs qui ont ratifié les décisions du congrès.

GABRIEL BERTRAND.

A MONTLUÇON

Les élections complémentaires de dimanche dernier ont été — comme nous n'en avions pas un seul instant douté — une victoire complète pour le Parti.

Les quatre candidats qu'il présentait, les citoyens Alexandre Dormoy, Louis Chassagne, Foucher et E. Guinot, l'emportent avec une moyenne de 3.600 voix — sans qu'aucune liste bourgeoise ait osé affronter la lutte.

L'Hôtel de Ville de Montluçon reste donc toujours une des inexpugnables forteresses du Parti Ouvrier Français.

Les travailleurs de cette grande cité honoreront la mémoire de Jean Dormoy — le fondateur du Parti dans l'Allier — en continuant son œuvre, c'est-à-dire en maintenant toutes les positions conquises avec lui et en plantant, sur des positions nouvelles, le drapeau rouge du socialisme.

L'Antisémitisme à Nantes.

Il est incontestable que la ville française où le mouvement antisémite a été le plus sérieux après Alger est Nantes. Les manifestations de février dernier ont failli dégénérer en émeutes ; celles de juillet, au moment du congrès de l'Association pour l'avancement des sciences, auraient eu le même caractère sans l'intervention des socialistes, et il a fallu que la Fédération socialiste Nantaise se mette résolument en travers pour que la conférence des Millevoys, Lazies et Jules Guérin ne soit pas l'occasion, ces jours derniers, de nouvelles violences.

Cela ne veut pas dire que les Nantais soient plus passionnés que d'autres par l'affaire Dreyfus ; beaucoup d'entre eux sont beaucoup préoccupés de la question juive. A Nantes, on est surtout pour ou contre l'antisémitisme.

La lutte est donc transportée sur un terrain plus étendu qu'ailleurs ; en même temps que politique, elle est économique et sociale ; aussi croyons-nous utile de donner quelques éclaircissements à nos camarades des autres villes.

Il existe dans la vieille cité Bretonne un courant révolutionnaire contre le régime actuel qui se manifeste à la fois chez les petits commerçants et chez les ouvriers.

Les commerçants de détail : drapiers, merciers, maréchaux de nouveauté, de confection, de rouennerie, tailleurs, etc., à part

quelques grandes maisons modernes, sont à peu près ruinés; ils ont supporté la gêne, mais ils ont peur de la faillite. Ils ont failli devenir socialistes, mais le clergé qui a de l'influence sur beaucoup d'entre eux les a aiguillés vers l'antisémitisme. La chose a été d'autant plus facile que Nantes possède un certain nombre de grands bazardiers juifs qui font de bonnes affaires; il y a bien de grands bazardiers catholiques qui en font d'aussi bonnes, mais ils ont eu l'habileté de crier plus haut que n'importe qui: « à bas les grands magasins! à bas les juifs! »

Les travailleurs socialistes qui ont à lutter contre le haut patronat industriel qui est très catholique, n'ont pas eu de peine à comprendre que l'antisémitisme était un leurre, surtout quand ils ont vu que leurs exploités faisaient chorus avec les antisémites.

Ce qui a fini de décider les socialistes à se mettre en travers du mouvement antisémite, c'est que celui-ci a été de suite accaparé par les pires réactionnaires. Aux dernières élections législatives, les deux candidats antisémites étaient deux chouans notoires; depuis, les royalistes, les impérialistes et les cléricaux les plus caractérisés se sont mis à la tête de toutes les manifestations antisémites; ils ne se gênent même pas pour annoncer que leur but est de rétablir la monarchie: « Nous savons bien, déclarent-ils, que l'avenir appartient aux socialistes, mais le seul moyen de les arrêter c'est de renverser la République; un roi nous assurera vingt ans de tranquillité et maîtrisera le socialisme; pendant ce temps-là nous aviserons et puis, en somme, après nous le déluge! »

Nous avons dit plus haut que les grands bazardiers catholiques s'étaient joints aux antisémites; les propriétaires des principales maisons de draperie et de nouveauté appartenant au parti cléricail militant en ont fait autant; il y avait pour eux, en plus de leur intérêt politique, un intérêt commercial; en effet, ils ont vu dans cette agitation un moyen de se débarrasser de la concurrence des grands magasins juifs; aussi sont-ils devenus d'ardents ligueurs, prêchant la guerre sainte contre les circoncis.

L'attitude des socialistes Nantais est donc facile à expliquer; ils n'ont pas voulu se joindre à des gens qui déclaraient vouloir les faire brider par un d'Orléans ou par un Bonaparte, ou par un Gallien; ils n'ont pas cru devoir non plus épouser la querelle des bazardiers catholiques contre les bazardiers juifs; d'ailleurs leurs ménagères n'ont pas manqué de leur faire remarquer que plus il y a de bazardiers, moins l'on paie cher.

Ils ont donc organisé, à l'occasion des conférences antisémites annoncées, de grandes réunions publiques et contradictoires, dans lesquelles ils ont posé nettement la question de l'antisémitisme et du socialisme, et qui ont été un éclatant succès pour eux.

Ils sont même allés dans la réunion fermée de leurs adversaires et y sont restés malgré eux; malgré le petit nombre des leurs qu'ils ont pu faire pénétrer dans la salle, ils ont fini par en devenir les maîtres.

Les antisémites se sont aperçu qu'ils faisaient fausse route et après avoir essayé vainement de chasser à coups de gourdin la poignée de socialistes qui avait eu l'audace de pénétrer chez eux et le courage de leur tenir tête, ils ont fini par leur adresser un pressant appel, qu'ils ont renouvelé dans une manifeste répandue à profusion, contre le capitalisme juif. Les socialistes ont donc eu le beau rôle et la victoire dans cette lutte; naturellement ils ne quitteront pas le terrain de la lutte de classes sans distinction de race ni de religion.

Du reste, il est facile de prévoir ce qui va

se passer. Parmi les antisémites, il existe pas mal d'égarés qui n'ont vu dans la question sociale que le petit côté de leurs souffrances immédiates. Ils ont attribué celles-ci à la demi-douzaine de bazardiers juifs sans s'apercevoir qu'elles viennent du système capitaliste. Quand ils ouvriront les yeux, ils verront que les grands magasins catholiques leur font autant de tort que les grands magasins juifs; ils comprendront que la cause de leur ruine provient de leur entêtement à vouloir maintenir la forme individuelle du commerce et de l'industrie devant les grandes entreprises collectives des capitalistes. Au lieu d'user leurs forces à tenter d'enrayer le mouvement de transformation économique qui s'accomplit si rapidement de nos jours, ils se joindront aux socialistes pour coopérer à l'organisation collectiviste au bénéfice de tous.

Le mouvement antisémite de Nantes est donc un mouvement social dans ses profondeurs; le parti cléricail qui est dirigé par le haut patronat croit le faire servir à ses fins politiques, il se trompe, la force des choses le retournera contre lui.

Quant aux socialistes, ce qui fait leur force c'est qu'ils ne perdent jamais de vue leur but, qui est au-dessus de toutes les agitations de la politique au jour le jour; s'ils se mêlent à celle-ci, c'est pour diriger les événements vers la Révolution sociale.

CH. BRUNELLIERE.

Les groupes du Parti qui n'ont pas encore répondu au QUESTIONNAIRE qui leur a été adressé par le Conseil national, sont instamment priés d'y aviser sans retard.

LE TONNEAU DES DANAÏDES

Il a été calculé que l'Etat prélève en France environ quarante pour cent sur la consommation des travailleurs sous forme d'impôts indirects. Il prétexte la nécessité pour lui d'assurer les services publics et la prospérité nationale, mais la vérité c'est qu'il alimente les coffres-forts des capitalistes déjà si bien garnis.

Il ne nous est point difficile de fournir des preuves; en voici une parmi bien d'autres.

L'Etat donne une prime de fr. 65 par tonneau de jauge aux constructeurs de navires pour compenser la différence de prix des matières premières qui existe entre le marché français et le marché anglais; grâce à cette subvention de l'Etat, les constructeurs français pourraient livrer des navires à moins cher que leurs collègues anglais, puisqu'ils paient des salaires beaucoup moins élevés à leurs ouvriers; or, leurs prix sont d'au moins soixante-quinze pour cent supérieurs à ceux des chantiers d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande.

Les constructeurs français viennent donc prendre une grosse part des primes à la navigation et, par suite, les sacrifices que nous faisons en France pour relever notre marine marchande ne servent qu'à enrichir les actionnaires des sociétés de construction.

Cela n'empêche point les constructeurs français de crier misère; à les entendre leurs bénéfices sont réduits et il faudrait que l'Etat porte leur prime à fr. 75 ou même fr. 90 par tonneau de jauge.

Ce n'est pourtant pas ce qui ressort du rapport qui vient d'être présenté à l'assemblée générale annuelle de la Compagnie anonyme des Ateliers et Chantiers de la Loire

pour l'exercice qui a clos le 30 juin dernier. Les profits pour les douze mois ont été de fr. 2.132.520 au lieu de fr. 475.606 l'année précédente; cet accroissement est dû à ce que plusieurs navires commencés ont été mis à l'eau et livrés. La bénéfice permet d'accorder un dividende de fr. 106 par action de fr. 500 — 2120 p. 100. — Le président a déclaré que le livre de commande était bien rempli et que la perspective était des plus satisfaisantes.

Ouvriers français, travaillez, prenez de la peine, payez bien vos contributions et endormez-vous avec l'idée consolante que depuis 1789, il n'y a plus de classes en France. N'avez-vous pas la joie d'enrichir vos capitalistes, et par votre labeur, et par le prélèvement que l'impôt fait sur votre nourriture, celle de vos femmes et de vos enfants? Si quelques-uns d'entre vous savent bien flatter la vanité de vos maîtres, on leur donnera une médaille après trente ans de services dans une seule maison; quant au plus grand nombre, on leur fermera la porte des chantiers et des ateliers à partir de la cinquantaine, après trente ans de labeurs exténuants.

Vous pourrez alors frapper à celle des Work-houses religieuses où vous travaillerez dans le plus complet esclavage, mais où vous aurez toujours un gîte et une nourriture grossière.

Mais ne serez-vous pas heureux et fiers de constater que vous avez servi 24, 20 p. 100 de dividendes à vos maîtres sans qu'ils aient fait autre chose que de passer à la caisse et d'applaudir chaleureusement M. le président annonçant un dividende plus beau encore pour l'année prochaine.

Pendant que l'Etat enrichit les capitalistes au moyen de primes à la construction et à la navigation, il fait des économies sur les marins et les pêcheurs. Il leur a volé les 400 millions qui existaient dans leur caisse des Invalides et il leur a allongé le temps de navigation nécessaire pour obtenir la pension.

En un mot, l'Etat enrichit les riches et appauvrit les pauvres, creusant ainsi de plus en plus le fossé qui les divise. De plus, il supprime la classe moyenne rendant ainsi inévitable la destruction de la société capitaliste.

Certes, les collectivistes pourraient le remercier de leur faciliter leur besogne de propagandistes.

Les Palliatifs et le Remède

Chaque époque a eu sa maladie sociale et a émis la prétention de lui trouver un remède.

L'antiquité a eu comme mal l'esclavage et comme remède l'affranchissement. Le moyen âge a eu ses serfs et ses légions de pauvres errants; et c'est à leur intention qu'il a institué la prière et les établissements charitables. Le mal de notre époque s'appelle le salariat, et c'est pour encourager les prolétaires, victimes de ce mal, à le supporter avec patience que les dirigeants actuels ont inventé le mutualisme.

A bien considérer les choses, la maladie sociale dont il est question en ce moment a toujours eu, à quelque époque qu'on la prenne, pour origine la domination et l'exploitation d'une classe par une autre classe, et les prétendus remèdes appliqués n'ont jamais été que d'illusoire palliatifs. Quand à Athènes un maître affranchissait son esclave, « La voulait-il dire que ce dernier devenait plus heureux? Non, assurément.

Tant qu'il était esclave, son maître lui devait le vivre et le couvert. Une fois libre, c'était à lui assurer sa subsistance, et tant pis s'il était sans travail, ce qui veut dire sans pain. Et la charité, qui fut tant en honneur au Moyen-Age et qui est encore prônée par certaines castes, quel est donc son degré d'efficacité à guérir la misère? La charité n'a guère de valeur que celle que lui donne la foi religieuse.

Pris isolément, le secours n'a, dans l'immense majorité du cas, qu'une valeur intrinsèque, sinon minime, du moins tout à fait insuffisante à améliorer d'une façon quelconque durable le sort de celui à qui il est adressé; et si parfois il peut adoucir la souffrance, il est toujours absolument impuissant contre la misère elle-même.

Palliatif, l'affranchissement de l'esclave! Palliatif, la charité! Et maintenant, sous le régime capitaliste, que vaut en somme la mutualité? L'Etat bourgeois dit aux travailleurs: « Vous vous plaignez de ne pouvoir, quand vous êtes malades, payer le médecin de vos visites et le pharmacien qui aura à fournir des médicaments; vous vous plaignez de ne pouvoir vous procurer les choses nécessaires à votre existence;

quand le travail s'est arrêté pour vous, quand les intimités ou la sénilité vous ont privés de votre puissance musculaire ou cérébrale. Eh bien! groupez-vous, associez-vous, cotisez-vous. Faites une masse de toutes vos oboles réunies et confiez-la moi. Le capital se reproduisant par lui-même, ainsi que le veut la théorie bourgeoise de l'intérêt de l'argent, je ferai fructifier cette masse, je lui donnerai de larges avantages dans mes caisses et je prendrai même sur l'impôt pour lui verser tous les ans d'importantes subventions. Nous créerons ainsi un vaste système d'assurance et de prévoyance, et, s'il se généralise, il n'y aura plus, dans quelques années, d'infirmités ou de vieillards exposés à mourir de misère ou à avoir recours à la mendicité ». Substituer à la charité publique ou privée, toujours humiliante, le résultat de l'action combinée de l'initiative individuelle et de l'association libre, et du concours moral et financier de l'Etat, tel est l'aveu même des prôneurs du mutualisme. Employer les fonds, votés jusqu'à présent pour donner des indemnités — toujours dérisoires — aux sinistrés des villes et des campagnes, à subventionner des œuvres de prévoyance et d'assurance mutuelle, voilà la grande pensée, on peut le dire, du gouvernement bourgeois d'aujourd'hui.

« La mutualité — disait il y a quelques mois le président du Conseil. Méline — c'est la solution pacifique du problème social. »

Que ce mouvement d'association, qui a commencé il y a quelques dizaines d'années au sein d'une société outrancièrement individualiste, n'ait eu des résultats heureux, principalement au point de vue corporatif, cela ne saurait être contestable. Mais oser dire que la solution du problème social tient toute entière dans le mutualisme, c'est tomber dans l'aberration inconsciente ou dans le charlatanisme le plus effronté. Comment! Vos statisticiens eux-mêmes déclarent qu'il y a en France

« La mutualité — disait il y a quelques mois le président du Conseil. Méline — c'est la solution pacifique du problème social. »

Que ce mouvement d'association, qui a commencé il y a quelques dizaines d'années au sein d'une société outrancièrement individualiste, n'ait eu des résultats heureux, principalement au point de vue corporatif, cela ne saurait être contestable. Mais oser dire que la solution du problème social tient toute entière dans le mutualisme, c'est tomber dans l'aberration inconsciente ou dans le charlatanisme le plus effronté. Comment! Vos statisticiens eux-mêmes déclarent qu'il y a en France

2

DE QUELQUES POINTS DE DOCTRINE

PAR

PAUL LOUIS

Il est exacte que sur toute la surface du globe, notre Parti préconise l'action politique; qu'il voudrait, dans la mesure du possible, la substituer à l'agitation révolutionnaire et aux coups de force. Il est exact que dans tous les pays où nous sommes formés, organisés en groupements compacts, nous essayons de profiter des libertés conquises et d'user des moyens légaux à notre portée pour servir la diffusion de nos doctrines. Il est exact que les nôtres ne négligent aucun effort pour déposséder la bourgeoisie de la direction des affaires nationales et communales et saisir la puissance publique. Nous reconnaissons, nous proclamons hautement cette tendance universelle du socialisme. Nous aurions mauvaise grâce à la nier, puisqu'elle se traduit par des faits précis, et que à toutes les élections, en France, en Allemagne, en Belgique, en Italie, en Autriche, en Hollande, nos amis ont posé de multiples candida-

tures, avec des chances de succès sans cesse croissantes.

Cette évolution, si évolution il y a, — et nous examinerons tout à l'heure ce point, les publicistes et les orateurs du Parti socialiste l'ont avouée, — et dans les termes les plus explicites. Au Congrès de Paris, en 1889, Liebknecht affirmait qu'il fallait avant tout s'atteler aux réformes immédiatement réalisables. Au Congrès d'Erfurt, il qualifiait la violence de facteur réactionnaire, tout en reconnaissant sa nécessité dans certains cas très limités. En son article de la *Revue socialiste*: *A propos du manifeste du Parti communiste*, Vandervelde écrivait: « Toute la politique de la démocratie sociale démontre qu'elle ne croit plus, comme en 1848, à l'imminence d'une révolution sociale ». Il ajoutait que le socialisme avait subi une « mue » et qu'il regardait désormais toute amélioration dans le cadre capitaliste comme un moyen de plus pour la transformation totale ».

Avec ce mot de Vandervelde, nous touchons certes au sujet qui nous occupe, mais en même temps nous le débordons, puisqu'aussi bien nous ne discutons ici que le thème de l'action politique.

Les deux derniers Congrès internationaux, ceux de Zurich et de Londres (1893 et 1896) nous édifieront complètement sur les préférences de l'immense majorité, de la quasi-unanimité des collectivistes des deux mondes, quant aux moyens à employer.

A Zurich, la démocratie sociale, réunie en

assises solennelles, a reconnu: la nécessité de l'organisation des travailleurs et de l'action politique.

« Par action politique, dit l'ordre du jour adopté, on entend que les organisations des travailleurs cherchent autant que possible à employer ou à conquérir les droits politiques et le mécanisme de la législation, pour amener ainsi le triomphe des intérêts du prolétariat et la conquête du pouvoir politique. »

A Londres, on a déclaré que l'action politique était l'arme par excellence dans la lutte du socialisme contre le régime capitaliste. Sur le rapport de Lansbury, le Congrès a défini comme il suit cette action: « La lutte organisée sous toutes ses formes pour la conquête du pouvoir politique et son usage législatif et administratif par la classe ouvrière en vue de son émancipation ».

Les décisions du Congrès de Londres, en attendant la prochaine assemblée des délégués du prolétariat international, conservent toute leur vigueur.

Les opportunistes et les libertaires nous attribuent donc une ligne de conduite que nous avons été les premiers à notifier au monde.

Mais plusieurs questions se posent: Avons-nous déserté la doctrine, telle qu'elle a été posée par Karl Marx et Engels?

Marx a écrit (*Misère de la Philosophie*): « Ce n'est que dans un ordre de choses où il n'y aura plus de classes et d'antagonismes de classes que les révolutions sociales cesseront d'être des révolutions politiques. »

Engels précise cette pensée:

« Le temps des coups de main, des révolutions conduites par une petite minorité consciente, est passé. »

En finLabriola, dont l'orthodoxie ne saurait être soupçonnée, est allé jusqu'à dire (en mémoire du *Manifeste*): « Devant le perfectionnement des armes et des autres moyens de défense, la tactique des émeutes est devenue inopportune. »

Est-il vrai d'autre part que seuls les derniers congrès nationaux et internationaux aient préconisé l'action électorale, la propagande pacifique et que les congrès d'autrefois aient plus spécialement recommandé la révolution dans la rue?

Le programme du Parti Ouvrier Français, formulé au Congrès de Paris en 1880 déclare que: « L'émancipation sociale des travailleurs est inséparable de leur émancipation politique... L'intervention politique devra se manifester par des candidatures de classes. »

Où est le changement? Où est la contradiction? A dix-huit ans d'intervalle, nous retrouvons presque l'absolue identité des expressions.

Reprenons maintenant les arguments que Reclus a produits contre nous dans la préface du *Socialisme en danger*:

« Marx déclare que le pouvoir économique détermine la forme politique des sociétés... et l'on affirme en son nom que le pouvoir économique dépendra d'une majorité de parti dans les assemblées politiques. »

Nous cherchons vainement un antagonisme

des millions de pauvres, d'indigents, de sans-travail; ils avouent que seuls les indigents secourus par les bureaux de bienfaisance ont été en 1888 au nombre de un million six cent quarante-sept mille — et ce chiffre s'accroît toujours. — D'autre part, il est prouvé que des millions de travailleurs, de prolétaires ne reçoivent, en vertu de la loi d'airain des salaires, que tout juste ce qui est nécessaire pour s'entretenir et se reproduire, et vous voudriez que ces deux catégories qui, réunies, constituent la grande majorité des Français, tirassent de l'aumône ou du salaire réduit à l'indispensable de quoi s'assurer des ressources en cas de maladie ou de chômage et une retraite pour leur vieillesse! Quelques privilégiés sans doute le pourront. En 1871, il y en avait près de cinq cent mille. En 1895, ce nombre dépassait de très peu le million. Mais que faites-vous de tous les autres millions de travailleurs qui n'ont absolument que leur subsistance, et pas toujours, encore? Oh! nous connaissons vos arguments relatifs aux comptoirs des marchands de vin et savons ce qu'ils valent. Vos encouragements et vos subventions ne vont qu'à un ou deux millions au plus de travailleurs qui se trouvent déjà relativement aisés, qui sont du moins suffisamment sortis de la misère pour pouvoir verser des fonds dans vos caisses. La preuve que toutes ces institutions de prévoyance ne sont pas principalement créées en vue des travailleurs, c'est le chiffre des livrets de la Caisse d'Épargne pris par les ouvriers de la ville ou des champs comparé à celui des livrets délivrés à des non-travailleurs. Ainsi, en 1890, sur cent livrets dix appartenaient à des ouvriers agricoles et un peu moins de seize à des ouvriers d'industrie, tandis que vingt-sept à valent été pris par des propriétaires, des chefs d'établissements ou des rentiers.

Tous vos prétendus remèdes ne sont que de ridicules palliatifs destinés surtout à faire croire aux naïfs que vous vous intéressez aux classes travailleuses. Lorsque vous affirmez tenir la solution pacifique du problème social, vous êtes tout aussi sincères et tout aussi intéressants que l'était Louis-Napoléon quand il publiait son livre sur *l'Extinction du paupérisme*. Le vrai remède, vous le connaissez pourtant. Nos écrivains et nos orateurs depuis Karl Marx jusqu'à Jules Guesde vous en ont assez souvent parlé pour que vous puissiez invoquer l'ignorance. Mais vous vous réservez. Votre modestie est trop grande pour que vous vouliez nous priver du soin de l'appliquer.

D^r J. BACH.

Une Grève

Il semble qu'un vent de grève souffle sur les grandes corporations parisiennes : après les terrassiers, après les garçons limonadiers s'insurgeant, eux, contre les bureaux de placement et les frais exigés par les patrons, voici que les garçons épiciers, las du surmenage extraordinaire qui les accable, viennent, après de nom-

breuses réunions, de se mettre en grève et de formuler les revendications essentielles qu'ils se croient en droit d'exiger.

A l'heure où nous écrivons, cette grève est près d'être terminée, à la suite des pourparlers engagés entre patrons et salariés, pourparlers qui aboutissent, semble-t-il, à un succès partiel de ces derniers, obtenant satisfaction de quelques-uns de leurs maîtres et employeurs.

Comme toujours, la grève eût paru plus forte et eût entamé sérieusement les prérogatives du patronat, si l'association syndicale eût été plus solidement formée.

Il est à espérer, néanmoins, que cette grève servira de leçon et aux uns et aux autres — forçant les patrons à réfléchir qu'ils ne peuvent plus impunément exploiter leurs employés et forçant ceux-ci à s'unir de plus en plus étroitement pour les luttes inévitables de l'avenir.

Voici les revendications formulées :

1^o Limitation de la journée de travail à douze heures (comprenant une heure pour chaque repas), sans heures supplémentaires, sauf les veilles de Noël et du jour de l'An.

2^o Liberté du personnel, chaque dimanche et jour de fête, à midi, sauf les jours de l'An, de Pâques et de Noël, pour lesquelles on travaillera jusqu'à six heures. Deux journées complètes de repos par mois : ces deux journées doivent être payées. En outre, il y a nécessité de choisir un jour par an, où toute la corporation chômerait : le lundi de Pentecôte serait le jour le plus favorable pour cette fête corporative ;

3^o Considérant que la Bourse du travail est le véritable marché du travail ; que notre syndicat, légalement constitué, est subventionné par la ville de Paris pour son service de placement ; nous prions, messieurs les patrons, de vouloir bien reconnaître notre syndicat comme intermédiaire exclusif pour le recrutement de leur personnel, d'autant plus que ce service fonctionne à titre absolument gratuit. Le syndicat est d'ailleurs en mesure de fournir des employés avec toutes les garanties désirables ;

4^o Nul ne doit se substituer au pouvoir pour imposer des pénalités pour l'appréciation desquelles il serait à la fois juge et partie. En conséquence, il est demandé suppression complète et absolue des amendes.

Telles sont les réclamations présentées par les garçons épiciers. Il serait difficile de trouver quelque exigence dans ces quatre articles raisonnablement formulés. Ajoutons que le syndicat s'est aussi préoccupé d'autres questions, sur lesquelles il a appelé l'attention des patrons et que nous pouvons classer ainsi :

1^o Réglementation de l'apprentissage ;
2^o Suppression du couchage et de la nourriture ;
3^o Fixation d'un salaire minimum normal et mensuel.

J. P.

L'Insurgé

La Bibliothèque du Parti (5, rue Rodier), tient à la disposition des Groupes *l'Insurgé, Paroles et Musique, au prix de 2 fr. 50 le Cent, Franco à domicile.*

formel entre les deux parties de cette phrase.

Marx n'a pas voulu dire que nécessairement la conquête de la puissance économique par le prolétariat précéderait son accession au pouvoir politique. Il a entendu simplement établir un parallélisme entre la prédominance d'une classe dans le domaine économique et sa suprématie dans le domaine politique. Si nous tâchons de conquérir la majorité dans les assemblées, c'est bien manifestement pour opérer au fur et à mesure des transformations économiques. Il est probable, il nous paraît même certain que, le jour où, au Palais-Bourbon, les socialistes l'emportent numériquement sur les antisocialistes de toutes catégories, la révolution économique se sera accomplie d'elle-même. La grande loi formulée par Marx se vérifiera donc avec une parfaite rigueur. La thèse de Reclus ne serait légitime que si nous voulions saisir des mandats uniquement pour goûter les douceurs du gouvernement et non pour appliquer nos doctrines.

Quant à l'autre partie de l'argumentation de Reclus, elle ne nous semble pas mieux fondée. « Marx proclame que l'Etat doit s'abolir lui-même, car l'essence du mal git dans l'existence même de l'Etat... et l'on se met directement à son ombre pour conquérir et diriger l'Etat. »

Ici encore, la contradiction n'est que spéculaire, et sa seule apparence s'effondre devant deux lignes d'éclaircissements. Oui, nous voulons abolir l'Etat, si par ce mot on entend l'instrument de la servitude, de l'écrasement

d'une classe par une autre classe. Oui, nous voulons aussi conquérir, diriger cet Etat, mais si nous entendons le pénétrer de toutes parts, l'immobiliser temporairement entre nos mains, c'est exclusivement pour défaire par lui l'œuvre qu'il a faite depuis des siècles au détriment du prolétariat. Comme il a été pour la noblesse d'abord, pour la bourgeoisie ensuite, une arme de domination, il sera pour nous une arme de nivellement économique. La tâche ne saurait au surplus être longue. Cette tâche accomplie, nous abolirons l'Etat. Nous ne comptons nous en emparer que pour le détruire.

Somme toute, en préconisant l'action politique, le socialisme n'est infidèle ni à la pensée de ses fondateurs, ni à sa propre tradition. Nous ne dissimulons pas pourtant que, dans sa tactique, une légère, très légère évolution s'est produite. Autrefois, la révolution violente marchait de pair dans nos programmes avec la propagande légale; aujourd'hui, elle est reléguée au second plan. Nous n'avons rien renié, nous avons seulement précisé. L'extension du suffrage universel depuis vingt ou trente ans, dans l'Europe occidentale et centrale, les succès que la lutte électorale nous a valu un peu partout, la difficulté chaque jour grandissante d'une insurrection à main armée, en présence des formidables armements contemporains, l'incertitude des résultats escomptés au regard des résultats déjà acquis et destinés à s'accroître désormais régulièrement, la perception plus claire d'une différence fondamentale entre les grandes transformations en

LE PARTI OUVRIER

EN FRANCE

Paris

Le Comité fédéral de la Fédération de la région parisienne du Parti Ouvrier Français adresse l'appel suivant aux groupes et syndicats adhérents, en vue du congrès régional que nous avons déjà annoncé dans notre numéro précédent :

Camarades,

Votre Conseil fédéral dans sa dernière réunion, a fixé au 4 février 1899 le quatrième Congrès régional de la Fédération, à la Maison du Peuple du XVII^e arrondissement, 45, rue Balagny. Dans la succession ininterrompue des phénomènes économiques et politiques mettant chaque jour aux prises la classe patronale et capitaliste — maîtresse des forces de production — et la classe ouvrière dont la conscience grandit sans cesse, le Proletariat organisé doit avoir une action de plus en plus forte et de plus en plus précise.

C'est dans ses Congrès — qui sont autant d'étapes vers le but définitif — que la classe ouvrière parfait son organisation et s'assure les moyens de défense et d'attaque contre l'oppression capitaliste.

Pour conserver les positions acquises, pour déterminer les directions de la propagande et de la lutte dans la région, enfin pour délimiter les fonctions et les attributions des différents organismes de notre Parti, les groupes et syndicats feront converger leurs efforts vers cette revue des forces prolétariennes, montrant ainsi la lutte plus agrandie et de nouvelles et prochaines victoires.

Les membres du P. O. F. et les groupes adhérents l'ont déjà compris : les liens intimes et les rapports de plus en plus étroits qui se sont si vivement établis entre eux et le Conseil fédéral sont un sûr garant de l'extension considérable du socialisme dans la région parisienne...

Camarades,

Le quatrième Congrès régional de Paris devra marquer une étape importante dans l'action de notre Parti dans la région ; c'est un devoir impérieux de s'y faire représenter pour chacun de nos groupes, et pour tous ceux qui préparent avec nous l'abolition du régime capitaliste en faisant passer dans la classe prolétarienne, la haute direction des puissances politiques et économiques de la société moderne. Les délégués s'y rendront nombreux et résolus.

Vive la République sociale!

Vive le Parti Ouvrier!

Pour le Conseil fédéral,

BRÄMER, BRIANÇON, FOUCHER, HÉBERT, LAMBERT, LANGLAIS, LAZERGES, GEORGES MAILLET, LOUIS MAURICE, ELIE MAY, OSMIN.

Nota. — Il sera organisé un « Déjeuner du Congrès » dans la grande salle de la Maison du Peuple du XVII^e arrondissement, 45, rue Balagny, par les soins du gérant. Le prix de la carte du déjeuner est fixé à 1 fr. 50 (sans café) ; les délégués et les membres du Parti y seront admis. Les adhésions à cette « fête de famille » doivent parvenir le 25 janvier au plus tard, salle Barrat, 45, rue des Petits-Carreaux.

La Commission organisatrice du Congrès se réunira le 4 janvier prochain, salle Barrat, 45, rue des Petits-Carreaux. Tous les membres du Conseil fédéral devront être présents ; à 9 heures précises : les délégations des groupes et syndicats seront reçues.

Caudry

La grève des tullistes s'est terminée par une complète victoire.

Voici le texte de l'ordre du jour voté lundi par le Comité des syndicats des tullistes de Caudry :

« Le Comité de l'Union caudrésienne des ouvriers tullistes, réuni le 26 décembre 1898 ; « Constate qu'il ne reste plus actuellement que sept patrons qui n'ont pas encore recommencé le travail parce qu'ils veulent faire des victimes parmi leur personnel, et trente ouvriers qui n'ont pas repris leur place, et que la classe ouvrière de Caudry est définitivement victorieuse du long conflit qu'elle vient d'avoir avec les patrons qui voulaient faire disparaître le syndicat et diminuer les salaires ;

« Constate en outre que c'est surtout au secours apporté par l'union des tullistes de Calais qui, pendant les quatorze semaines qu'a duré la grève, a envoyé à Caudry 42.200 francs de secours, que les ouvriers tullistes de Caudry doivent la victoire aujourd'hui définitive qu'ils ont remportée ;

« Le Comité adresse ses plus chaleureux remerciements aux tullistes de Calais pour l'esprit de solidarité dont ils ont fait preuve envers leurs camarades de Caudry. »

Les Riceys

La semaine dernière ont eu lieu aux Riceys les obsèques civiles de notre camarade Victor Coquet, membre du Parti Ouvrier Français, conseiller municipal.

Une foule nombreuse et recueillie suivait le convoi.

Deux magnifiques couronnes avaient été offertes, l'une par le Conseil municipal et l'autre par le groupe du Parti.

Sur la tombe, des discours ont été prononcés par nos amis Grados, maire des Riceys et Valnot, premier adjoint.

Bourg

La conférence organisée vendredi dernier par le groupe socialiste de Bourg (adhérent au Parti Ouvrier Français) était la première manifestation organisée par nos amis bressans. Elle n'en a pas moins pleinement réussi.

Et ce, malgré toutes les menaces de l'administration préfectorale et de la réaction qui, au dernier moment, réussirent à faire retirer à nos amis la salle par eux précédemment louée. En outre, les membres du cercle catholique étaient au grand complet mobilisés, et l'un de leurs avocats devait, à la contradiction, écraser les conférenciers du Parti.

Toutes ces manœuvres ont tourné à la confusion de nos adversaires.

Après la constitution du bureau, dont la présidence est confiée au citoyen Caspar, secrétaire du groupe, la parole est donnée au citoyen Zévaès, député de l'Isère qui, très vivement applaudi, traite de la situation politique, de l'évolution économique actuelle et expose les solutions du Parti Ouvrier.

Puis, le citoyen Krauss, non moins applaudi par l'auditoire, réfute successivement les diverses objections classiques formulées et ressassées contre le socialisme par l'économie politique bourgeoise.

Un avocat cléricale, M. Villefranche, tente alors de répondre à nos amis. Il reproche au socialisme de n'être que la reproduction des sociétés primitives où la propriété du sol était commune ; et il déclare que c'est la religion qui, en fournissant aux malheureux des consolations et leur promettant le Paradis, constitue le vrai remède aux iniquités sociales.

A. Zévaès et Krauss n'ont pas eu de peine à anéantir cette double argumentation.

Oui, il est vrai que dans les anciennes tribus, la propriété du sol était collective ou commune. Mais parce qu'alors cette appropria-

tion de l'accomplissement et celles que le passé a vues, et partant l'intelligence plus nette d'une diversité nécessaire de moyens ; de multiples considérations ont fortifié le socialisme international dans ses préférences pour l'action politique.

Il n'exclut certes pas à tout jamais la révolution proprement dite qui peut être la conclusion inéluctable d'une évolution méthodique, ou que la répression bourgeoise peu provoquer par ses excès ; mais il estime qu'il a tout à gagner à envahir légalement les Parlements, et, ce faisant, il reste conséquent avec lui-même et d'accord avec sa doctrine.

III

LA POLITIQUE AGRAIRE

Nos adversaires n'ont pas moins exploité notre programme agricole que l'inscription de l'action politique à l'ordre du jour de nos congrès nationaux et internationaux. Désagréablement surpris par l'invasion de la propagande socialiste dans les campagnes, troublés et effrayés par les défaites déjà subies, ils ont essayé, ici aussi, de saisir une contradiction entre notre attitude présente et notre doctrine. Ils se sont une fois de plus, contre nous-mêmes, portés les défenseurs de la tradition et de la solution collectiviste. Nous leur sommes très reconnaissants de marquer tant d'orthodoxie désintéressée, mais en vérité, si leurs intentions sont trop visibles, l'accusation d'opportunisme dont ils voudraient nous flétrir

tombe encore à faux ; il nous sera aisé de démontrer leur erreur, ou plutôt, car l'ignorance de certains d'entre eux est feinte ou exagérée, leur mauvaise foi.

Dans un article déjà signalé plus haut (*Revue politique et parlementaire*, octobre 1896, *Le mouvement socialiste*), Bourdeau écrit :

« Le parti a rédigé en 1892 à Marseille un programme en opposition formelle avec la théorie marxiste... »

De même d'Eichthal (même revue, *Le socialisme électoral*, octobre 1898), estime que nous manquons de loyauté, et que, de peur de faire peur, nous en sommes arrivés à n'être plus que « des dresseurs de pièges à paysans ».

Enfin, Deschanel s'adressant directement à nous, comme pour nous adjurer d'être d'accord avec les fondateurs du socialisme, s'écrie :

« Cette petite propriété qui apparaissait naguère comme un mode de production suranné, comme un obstacle à la réalisation de l'idéal socialiste... voilà que vous vous sentez pris tout à coup pour elle d'une inexplicable tendresse, elle est sacrée ! »

« Il y a contradiction entre votre sollicitude pour elle, et la condamnation que vous en faites. »

(A suivre)

tion collective coïncidait avec une humanité ignorante et partant misérable, faut-il en conclure que l'appropriation collective de demain entrainera, ressuscitera la même misère? L'orateur cléric de Bourg semble croire que, par le seul fait du retour à la nation des grands moyens de production et d'échange, machines, usines, vapeur, électricité, tout s'évanouira pour faire place sur les ruines de l'outillage mécanique et des chemins de fer, aux anciens territoires de chasse reconstitués. Il ne va pas jusqu'à prétendre que du même coup, nous allons devenir anthropophages; mais il n'y a là évidemment qu'un simple oubli.

Du reste, en vertu d'une logique analogue, l'orateur cléric aurait pu aussi fortement se prononcer contre le suffrage universel et le condamner comme un retour à la barbarie primitive, comme une rechûte dans le passé, puisque, comme le fit remarquer Châteaubriand, le suffrage universel des peuples modernes est comme la reproduction des assemblées plénières des barbares germains dans la clairière des grandes forêts.

Quant à la religion, donnée par M. Villefranche comme l'unique solution du problème social, nous comprenons bien le parti que la classe capitaliste cherche à en tirer: confiants dans le paradis que l'Eglise leur montre caché derrière les nuages, les travailleurs se courberont ici-bas sous le joug du capitalisme et attendront docilement sous l'orme, dans la plus passive des résignations, la récompense du monde futur. Que les cléricaux gardent pour eux le Paradis céleste, s'ils y croient! Mais c'est sur terre, sur cette terre qu'ils fécondent de leur labeur et où ils créent toute la richesse accaparée par d'autres, que les travailleurs doivent jouir de ces richesses et goûter leur part du bonheur.

Après les répliques, couvertes d'acclamations enthousiastes, infligées par nos amis Zévaès et Krauss à leur contradicteur catholique, un ordre du jour, lu par le président et mis aux voix, est adopté à l'unanimité. Il est ainsi conçu:

« Les travailleurs de Bourg, réunis salle Rozière, le vendredi 23 décembre, après avoir entendu la conférence des citoyens Alexandre Zévaès et Krauss,

» Déclarent approuver le programme socialiste du Parti Ouvrier Français, qui peut seul, par sa réalisation, amener les réformes immédiates nécessaires et l'affranchissement intégral des travailleurs.

» Ils se séparent aux cris de: Vive le Parti Ouvrier Français! vive la République sociale!

A la suite de la conférence publique, un vin d'honneur, auquel assistaient une centaine de citoyens, a été offert, salle du café du commerce, aux élus du Parti.

Mâcon

Un groupe socialiste adhérent au Parti Ouvrier Français vient de se constituer à Mâcon (Saône-et-Loire).

Nous sommes heureux d'en saluer la formation.

Une première conférence publique sera donnée prochainement à Mâcon, sous ses auspices, avec le concours des élus du Parti.

Lyon

La Maison du Peuple édiflée par nos camarades de l'Agglomération lyonnaise du Parti Ouvrier Français a célébré par un banquet, le 24 décembre, le quatrième anniversaire de sa fondation.

Ce banquet, auquel assistaient environ 200 citoyens et citoyennes, était présidé par le citoyen Bénézech, député de l'Hérault, assisté des citoyens Ph. Krauss et Alexandre Zévaès.

Le citoyen Bénézech ouvre la série des toasts et des discours par une éloquente allocution, où il montre les progrès généraux du socialisme dans la France toute entière et apporte aux militants de la Maison du Peuple le fraternel salut des socialistes organisés de l'Hérault. Puis il démontre la nécessité de cette organisation socialiste en vue de la Révolution économique que nous poursuivons et il définit cette Révolution, qui ne peut être que l'œuvre d'un prolétariat, conscient de ses intérêts de classe et s'emparant du pouvoir politique. En terminant, il salue les nombreuses citoyennes présentes au banquet de la Maison du Peuple.

Le citoyen A. Zévaès rappelle la grande œuvre d'éducation socialiste accomplie par le Parti Ouvrier Français; après avoir, dans ses Congrès de Marseille et du Havre, indiqué la transformation collectiviste à préparer et à réaliser. C'est lui qui a successivement donné au prolétariat les programmes municipal, agricole et maritime; c'est lui en même temps qui, le premier, a affirmé le caractère éminentement international du socialisme révolutionnaire; c'est lui encore qui, le premier, dénonçait, comme une tentative de diversion réactionnaire, l'agitation antisémite.

Ce qui a fait la force du Parti Ouvrier, continue le citoyen Zévaès, c'est qu'il est toujours resté sur le terrain de classe, que lui impose la division en classes de la société actuelle. Sachons toujours nous maintenir sur ce terrain. Et si nous devons chercher à profiter de toutes les agitations, de tous les scandales militaires, judiciaires, gouvernementaux ou financiers, pour « illustrer » notre propagande théorique, ne nous égarons pas dans des luttes à côté; n'oublions pas que notre seul et direct ennemi est le régime capitaliste, l'arbre capita-

liste, dont les branches diverses sont le cléricisme, le militarisme, la magistrature. Extirpons la racine de l'arbre: nous aurons ainsi raison des rameaux et des fruits qu'il porte nécessairement.

Les deux allocutions fort éloquentes des citoyens Bénézech et A. Zévaès sont entrecoupées par les braves unanimes de l'assistance.

Puis des toasts très applaudis sont successivement portés par les citoyens Krauss, Rognon, Péronin, Alcot, Froumajou, Thozet et la citoyenne Lévi.

A minuit, commencent les chansons, et le concert se prolonge, charmant et fort animé, jusqu'à quatre heures du matin.

Intéressante et excellente nuit de Noël pour la propagande socialiste.

— La journée du 25 décembre n'a pas été moins fructueuse.

Un concert merveilleusement organisé a eu lieu l'après-midi.

Entre deux parties du concert, le citoyen Bénézech a fait une conférence très applaudie, sous la présidence de notre ami Voidier, conseiller municipal.

Le concert a pris fin à six heures du soir par l'Internationale dont le refrain a été repris en chœur.

A huit heures et demie, un bal des plus animés commençait. Danseurs et danseuses s'en sont donné à cœur joie, ce pendant que la Maison du Peuple s'illuminait de lanternes rouges.

L'on a dansé jusqu'à minuit. Pas un seul instant cette fête socialiste n'a été troublée et c'est aux cris répétés de: « Vive le Parti Ouvrier! Vive l'Internationale! qu'elle a pris fin.

Les socialistes lyonnais ont dignement fêté le quatrième anniversaire de la Maison du Peuple et l'on ne peut que répéter le souhait qu'exprimait le citoyen Péronin au banquet, c'est que d'ici l'année prochaine, la Maison du Peuple puisse faire mieux encore si c'est possible.

Fontaine

A la suite d'une causerie faite par le citoyen Girard, un groupe du Parti Ouvrier vient de se constituer à Fontaine (commune du canton de Sassenage).

C'est un nouveau bataillon qui vient grossir notre Fédération socialiste de l'Isère, toujours active, toujours prête à mener le bon combat.

Carpentras

Ainsi que le Socialiste l'a déjà annoncé, c'est dimanche, 15 janvier, qu'aura lieu, à Carpentras, le troisième Congrès annuel de la Fédération socialiste de Vaucluse (adhérente au Parti Ouvrier Français).

Deux séances seront tenues, une le matin à neuf heures et demie, la deuxième à deux heures. A midi, un grand banquet offert aux délégués, réunira les congressistes sous la présidence du citoyen Flaissières que nous aurons le plaisir de voir parmi nous ce jour-là.

Cette journée se terminera par une réunion publique qui aura lieu le soir à huit heures où prendront la parole les députés délégués au Congrès.

Ordre du jour du Congrès:

- 1° Vérification des pouvoirs des délégués nouveaux adhérents à la Fédération. Les anciens fédérés peuvent tous y assister sur la présentation de leurs cartes;
- 2° Compte-rendu financier de l'année;
- 3° Questions diverses;
- 4° Journaux;
- 5° Révision des statuts;
- 6° Extension des moyens de propagande;
- 7° Renouvellement du bureau.

Tout fédéré, Groupe ou Cercle ayant des questions à faire discuter au Congrès sont priés de faire parvenir ces propositions au citoyen Fructus, à Montoux.

— Le Cercle Républicain Socialiste de Montoux s'est réuni le 17 dernier en assemblée générale, à l'effet de prendre connaissance de la situation du groupe qui est excellente à tous points de vue et de procéder au renouvellement de sa commission exécutive. Le citoyen Fructus a été réélu président à l'unanimité; sont ensuite élus les citoyens Mouillade, vice-président et Joubert, secrétaire.

— Le Cercle Ouvrier Socialiste d'Orange, réuni le 18 décembre, a voté l'adresse suivante:

« Les membres du Cercle Socialiste de Bollène ayant envoyé aux membres du Cercle Ouvrier d'Orange leurs vœux de fraternité, ces derniers se font un devoir de donner lecture de cet article à l'ouverture de la séance.

« Cette preuve de solidarité, cette union étroite qui seule peut nous mener au triomphe de la cause socialiste, a trouvé parmi les socialistes d'Orange la plus complète unanimité.

« L'on vote immédiatement une adresse de remerciements publics aux camarades Bollénois, dans le but de resserrer davantage les liens qui les unissent et pour soutenir d'ensemble les revendications du Proletariat.

« Il est souhaité de tout cœur que cette communion d'idées se réalise dans notre arrondissement où il sera employé toutes les forces socialistes à faire connaître les principes du Parti. »

Toulouse

A la séance du Conseil municipal du 17 dernier, notre ami, le docteur Each, au nom du Groupe socialiste du Conseil, a fait la déclara-

tion suivante, marquée par les applaudissements du public présent:

Nous, membres du groupe socialiste du Conseil municipal de Toulouse, systématiquement et complètement exclus depuis environ dix mois de toutes les commissions municipales auxquelles nous avons le droit d'assister, droit que nous n'avons pas pu exercer à cause de l'ignorance absolue dans laquelle nous avons été constamment et volontairement tenus par l'administration relativement aux dates et heures des réunions desdites commissions;

Mis dans l'impossibilité de participer en quoi que ce soit à l'étude et à la discussion des questions municipales, si ce n'est pendant les rares et courts moments des séances publiques du Conseil;

Restés forcément étrangers à la préparation et à la confection du projet de budget qui vient d'être présenté, comme nous l'avons été, du reste, à la confection du budget précédent;

Réduits à nous borner à l'analyse et à la critique du projet présenté, sans même avoir pu disposer des moyens d'étude et de contrôle dont jouissent habituellement les minorités des assemblées (l'analyse de ce budget nous ayant, d'ailleurs, montré que les évaluations qu'il contient présentent des écarts trop sensibles avec les résultats connus des derniers exercices), estimant que si nous avons eu le devoir de faire taire nos justes susceptibilités personnelles, afin que le Parti Socialiste Toulousain restât jusqu'à l'expiration du mandat qu'il nous a confié représenté à l'assemblée communale, nous n'avons pas le droit de laisser croire à nos électeurs, principales victimes de cet exclusivisme, que — en dehors des propositions contenues dans notre programme du 17 novembre 1896 qui ont pu être réalisées depuis — nous ne pouvons accepter une part quelconque de responsabilité dans tout ce qui a été fait, fait en dehors de nous, sans nous, ou même contre nous;

Déclarons voter aujourd'hui contre l'ensemble du projet de budget présenté, et protester hautement devant le public ici présent et devant le corps électoral toulousain tout entier, contre la situation qui a été faite aux élus socialistes de la républicaine ville de Toulouse, situation qui est, sans aucun doute, unique dans les annales municipales françaises;

Et insistons pour que, selon notre droit, cette déclaration soit insérée telle quelle dans le Bulletin municipal.

Thuir

Le Groupe socialiste du Parti Ouvrier Français de Thuir a, dans sa réunion du 19 décembre, voté à l'unanimité des membres présents, l'ordre du jour suivant:

« Les membres du Groupe socialiste de Thuir, félicitent le citoyen Viviani de la » tactique qu'il a suivie à la Chambre; du succès oratoire et politique qu'il a obtenu dans

la mémorable journée du 16 décembre, en » flétrissant la conduite indigne tenue par le » cabinet Méline aux dernières élections légis- » latives.

« Envioient leurs encouragements au citoyen » Carnaud, député de Marseille, pour la bonne » besogne qu'il a faite au sein de la commis- » sion chargée de l'enquête de l'élection Bar- » tissol, à Narbonne, et veulent ce dernier au » mépris de tous les sincères républicains. »

L'Internationale

La Bibliothèque du Parti (5, rue Rodier), tient à la disposition des Groupes l'Internationale d'EUGÈNE POTIER, Paroles et Musique, au prix de 2 fr. 50 le Cent, franco à domicile.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

La Compagnie P.-L.-M. a l'honneur d'informer le public qu'elle a maintenu, dans son service d'hiver, les trains express de jour ci-après, à marche rapide, qui assuraient, l'été dernier, les relations entre Paris, Clermont et Saint-Etienne.

Ces trains comportent, tant à l'aller qu'au retour, un wagon-restaurant qui circule entre Paris et Nevers et des voitures directes de et pour Saint-Etienne.

Leur horaire est le suivant: Aller (train 927): Départ de Paris, 8 h. 30 matin. Arrivée à Clermont, 4 h. 08 soir. Arrivée à Saint-Etienne, 5 h. 48 soir. Retour (train 926): Départ de Saint-Etienne, 1 h. 31 soir. Départ de Clermont, 3 h. 07 soir. Arrivée à Paris, 11 h. soir.

Le train n° 927 ne prend que des voyageurs de 1^{re} classe.

Le train n° 926 prend, en outre, des voyageurs de 2^e classe effectuant un parcours de 350 kilomètres.

AVIS AUX FUMEURS

Demandez dans tous les Bureaux de Tabac:

LE PAPIER DES 3/8

DIX CENTIMES LE CAHIER

5 francs le cent. — Franco dans toutes les gares.

A l'adresse Commandes et Mandats à RENÉ CHAUVIN, 8, Passage Tivoli. — Paris.

Le Gérant: A. DELADERERE.

Paris. — Imp. A. Desiré, 25, rue Buffault.

Le Socialisme au Jour le Jour

PAR

JULES GUESDE

Propriété et Profits capitalistes

Autour d'une Grève

Leurs Remèdes

Solution

Varia

Un fort Volume de 500 Pages

Pour les Groupes et les Membres du Parti 2 FR. 50 au lieu de 3 fr. 50 (port en sus, 50 cent.)

S'adresseraux Bureaux du SOCIALISTE, 5, rue Rodier. Paris.

LE DEVENIR SOCIAL

Revue internationale d'Économie, d'Histoire et de Philosophie

Le Devenir Social paraît mensuellement par fascicules de 96 pages, gr. in-8°.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier de chaque année.

Abonnement annuel: France, 18 fr.; Union postale, 20 francs.

Les abonnés du Socialiste peuvent, toutefois, en s'adressant à l'Administration du Socialiste, s'abonner au Devenir Social pour la somme de 12 francs.

Principaux articles publiés dans le DEVENIR SOCIAL:

Paul Lafargue. — Origine de la propriété foncière en Grèce.

Paul Lafargue. — Campanella.

F. Engels. — Contribution à l'histoire du christianisme primitif.

Labriola. — L'Université et la liberté de la science.

Enrico Ferri. — Les Théories sociologiques de M. Tarde.

Pierre Lavroff. — Le Progrès: théorie et pratique.

G. Sorel. — Les théories de M. Durckheim.

Aveling. — Les sans-travail en Angleterre.

Karl Marx. — La philosophie du droit de Hegel.

Vandervelde. — La législation ouvrière, les règlements d'atelier.

B. Lazare. — La cité moderne de M. Izoulet.

Ch. Bonnier. — Délivrance de l'art.

Karl Kautsky. — Le socialisme et les carrières libérales.

Plekhanoff. — Saint-Simon et quelques historiens du temps de la Restauration.

B... — La métaphysique évolutionniste de M. Brunetière.

Zerboglio. — L'alcoolisme: ses causes et ses remèdes.

Conrad Schmidt. — Le III^e volume du « Capital » de Karl Marx.